

NEWSLETTER

CONFERENCE MINISTERIELLE SUR LA COOPÉRATION
HALIEUTIQUE ENTRE LES ÉTATS AFRICAINS
RIVERAINS DE L'Océan ATLANTIQUE



MINISTERIAL CONFERENCE ON FISHERIES
COOPERATION AMONG AFRICAN STATES
BORDERING THE ATLANTIC OCEAN

N° 013 AVRIL / APRIL 2023

AGADIR, LA COMHAFAT SUR QUATRE FRONTS:

- Réunion des Experts du Bureau
- Salon Halieutis
- Initiative "Ceinture Bleue"
- Appui à l'entrepreneuriat féminin (RAFEP)

11ème Conférence des Ministres de la Comhafat : rendez-vous à Conakry !



AGADIR, ATLAFCO ON FOUR FRONTS:

- Meeting of the Office Experts
- Halieutis Exhibition
- "Blue Belt" Initiative
- Support to women entrepreneurship (AWNF)

11th Atlafco Conference of Ministers: see you in Conakry!

*Exploiter aujourd'hui sans compromettre demain...
Exploit today without compromising tomorrow...*



EDITORIAL

- **03**
Équilibrer la protection et l'exploitation

ACTU / NEWS

- **04-05**
Planification spatiale maritime
Maritime spatial planification
- **06-07**
Atelier sur l'accès aux marchés de la pêche
Workshop on the access to fisheries markets

FOCUS

- **08-09**
Sixième édition du Salon International «Halieutis»
Halieutis International Fair
- **10-11**
La Comhafat à Halieutis
Atlafco at Halieutis
- **12-13**
Échos des stands pays
News from countries' stands

CONFERENCE

- **14-15**
Initiative Ceinture Bleue, Agadir 2023
Blue Belt Initiative, Agadir 2023

- **16**
Ambitions du Ghana
Ghana expresses ambitions

- **17**
Libéria : appel à solidarité
Liberia: call for solidarity

- **18**
Avis du Cameroun / Recommandations
Views from Cameroon / Recommendations

REUNION/MEETING

- **19-20**
Conclave des experts Comhafat
Atlafco experts in conclave

- **21-22**
Une nouvelle équipe au RAFEP
A new lead for AWFN

AGENDA

- **23-24**
Atelier pour médias africains
Workshop for African medias
Symposium sur la pêche dans la biodiversité
Symposium on fisheries in the biodiversity



M. SIDI TIÉMOKO TOURÉ
Ministre des Ressources Animales et
Halieutiques de la République de Côte d'Ivoire.
Président en exercice de la COMHAFAT
*Minister of Fisheries and Animal Resources
of the Republic of Cote d'Ivoire.
ATLAFCO's acting President*

SUPERVISION

- Sidi Tiémoko TOURÉ
Président en exercice de la
COMHAFAT
ATLAFCO's acting President

Directeur de publication / Publisher

- Abdelouahed BENABBOU
Secrétaire Exécutif de la
COMHAFAT
*Executive Secretary of
ATLAFCO*

Coordination

- Abdennaji LAAMRICH
(COMHAFAT / ATLAFCO)
- Mohamed SADIKI
(COMHAFAT / ATLAFCO)

Rédacteur-en-chef / Editor- in-chief

- André NAOUSSI

Rédacteurs / Editors

- Edouard OLOMO
- CHINUAY Godlove ARREY

Autres Rédacteurs pour ce numéro / Other Writers for this edition

- Sharon Kavhu
- Jeff Sanpy

Infographie / Lay-out and design

- Zacharie EKANI NAMA

Webmaster

Abdelkrim MRABTI
(COMHAFAT / ATLAFCO)

Traducteur / Translator

- Claude TENKEU

CONTACTS

2, rue Ben Darkoul Ain Khalouiya
Souissi, 10220 Rabat – Maroc

Tél. : +212 530 774 224 / 21

Fax : +212 537 651 810

www.comhafat.org

contact@comhafat.org

secretariat.comhafat@gmail.com



Editorial

Abdelouahed BENABBOU

Secrétaire Exécutif de la COMHAFAT
Executive Secretary of ATLAFCO



Équilibrer la protection et l'exploitation

Un des axes majeurs de l'intervention de la COMHAFAT est le renforcement de "la voix de l'Afrique" au sein des instances internationales qui traitent des ressources marines vivantes.

L'objectif est de faire entendre cette voix des États membres, en les faisant participer de manière significative aux processus et aux espaces de décision qui influencent les politiques et les programmes de gestion des pêches, dans le sens des spécificités et intérêts de notre continent.

Priorité au verdict de la recherche scientifique comme base essentielle de la décision ultime.

En dépit des progrès réalisés en termes d'une participation plus active, celle-ci souffre, cependant, d'un manque de coordination au niveau des autorités nationales qui prennent part à ces forums et espaces de décision. Certaines se voulant protectrices de l'environnement et de la biodiversité et d'autres favorables à l'exploitation des ressources halieutiques.

Cette situation, qui conduit très souvent à la prise de mesures de protection contraignantes, pourrait s'avérer dommageable, particulièrement en matière de contribution du secteur de la pêche dans les économies nationales et à la sécurité alimentaire, avec de lourdes conséquences sociales sur les populations des pays concernés.

Une participation active, conforme aux intérêts bien compris de nos États, ne saura devenir une réalité sans l'institutionnalisation d'une coordination entre les diverses entités nationales concernées, et la priorité au verdict de la recherche scientifique comme base essentielle de la décision ultime.

Pour une meilleure participation de ses États membres aux instances internationales traitant des ressources marines vivantes, la COMHAFAT se propose de réunir en Mai 2023, les représentants des autorités nationales concernées et dont les objectifs peuvent sembler contradictoires, afin de favoriser le dialogue entre eux, et in fine concilier entre protection de la biodiversité et exploitation des ressources marines.

Balancing protection and exploitation

One of the major axes of ATLAFCO's intervention is the strengthening of "Africa's voice" in international bodies dealing with living marine resources.

The objective is to make the voice of Member States heard by involving them in a meaningful way in the processes and decision-making instances that influence fisheries management policies and programmes, in line with the specificities and interests of our continent.

Priority to the outcome of scientific research as the essential basis for the ultimate decision.

Despite the progress made in terms of more active participation, there is still a lack of coordination at the level of the national authorities that participate in these forums and decision-making instances. Some of them are protective of the environment and biodiversity, while others are in favour of the exploitation of fisheries resources.

This situation, which very often leads to the adoption of restrictive protection measures, could prove harmful, particularly in terms of the contribution of the fisheries sector to national economies and food security, with serious social consequences for the populations of these countries.

Active participation, in line with the well understood interests of our States, cannot become a reality without institutionalising coordination between the various national entities concerned, and giving priority to the outcome of scientific research as the essential basis for the ultimate decision.

In order to improve the participation of its Member States in international bodies dealing with living marine resources, ATLAFCO proposes to bring together, in May 2023, the representatives of the national authorities concerned, whose objectives may appear to be contradictory, in order to promote dialogue between them and, in the end, to reconcile the protection of biodiversity and the exploitation of marine resources.



PLANIFIER POUR MAITRISER L'ÉCONOMIE BLEUE

Comment concilier les intérêts parfois contradictoires des diverses activités qui se multiplient désormais à l'intérieur et autour des espaces marins ? Cette préoccupation se trouvait au cœur d'un atelier organisé par la COMHAFAT du 14 au 15 avril 2023 à Tanger au Maroc.

Le thème pourrait paraître anodin, ou alors savant : "L'Économie bleue durable dans le contexte de la planification spatiale maritime dans les pays membres de la zone COMHAFAT". Concept forgé à l'orée des années 2000, l'économie bleue embrasse, au-delà de la pêche, l'ensemble des activités économiques qui se développent au sein des océans, des mers, et de leurs côtes : pêche, tourisme, transports, câbles sous-marins, construction navale, énergies marines, exploitation minière, etc. L'idéal commun demeure la durabilité : mener ces activités sans détruire l'environnement, en préservant les intérêts de toutes les parties prenantes ainsi que ceux des générations futures.

Pour approcher cette situation d'équilibre et d'équité, un outil s'impose de plus en plus : la planification spatiale maritime (PSM). Elle a été définie, en 2009, par la Commission océanique internationale (COI, organe de la FAO) comme un « processus public qui consiste à analyser et définir la répartition spatiale et temporelle des activités humaines dans les zones marines pour atteindre des objectifs écologiques, économiques et sociaux fixés dans le cadre d'un processus politique ». Mme Leila Bensmail, expert en PSM, en a présenté les principales étapes et contraintes : définir une vision claire, créer une institution gouvernementale forte, mobiliser des ressources financières importantes, créer des équipes pluridisciplinaires, identifier les risques et anticiper avec des plans d'urgence.



Défis de taille

Pour demeurer durables et renouvelables, il est souhaitable que toutes les activités liées à l'économie bleue soient insérées dans des PSM, notamment la pêche qui, en raison à la fois de son attractivité et de sa fragilité, risque de subir gravement les conséquences des industries nouvelles qui l'entourent. Pour le cas spécifique de la zone COMHAFAT, qui regroupe 22 des 38 pays côtiers de l'Afrique, les défis sont pressants et de taille : demande croissante d'exploitation d'espaces marins, pêche illégale, aménagements spontanés, dégradation des écosystèmes, forte diminution des espèces marines, crises économiques et sociales, etc. Selon M. Abdelnaji Laamrich, responsable de la coopération à la Comhafat, une PSM adaptée s'impose, avec un renforcement des capacités institutionnelles, la recherche de financements conséquents, l'appui à la recherche scientifique, et une gestion inclusive. Le Maroc, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal amorcent le processus ; le Bénin suit déjà.

Ces approches ne doivent pas demeurer éparées, mais s'insérer harmonieusement dans la Stratégie africaine de l'Économie Bleue, adoptée en 2019 et mise en œuvre par le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA).

La COMHAFAT continuera de jouer sa partition dans les initiatives de gestion partagée des ressources halieutiques, a assuré M. Abdelouahed Benabbou, son Secrétaire exécutif. Les références pour s'inspirer ne manquent pas, comme l'a démontré l'exposé en visioconférence de Mme Michèle Quesada da Silva de la COI : 300 exemples de PSM sont déjà expérimentés dans 102 pays à travers le monde.

MOU ENTRE COMHAFAT ET ACECoR

En marge de l'atelier de Tanger, un "Memorandum of Understanding" (MoU en anglais, mémoire d'entente) a été signé le 15 janvier 2023. Il lie désormais la COMHAFAT et le Centre africain d'excellence en résilience côtière (acronyme anglais ACECoR), basé à l'Université de Cape Coast au Ghana. Au nom des deux institutions, MM. Abdelouahed Benabbou et Denis Aheto ont paraphé les documents. La coopération étroite ainsi envisagée



portera, entre autres, sur la recherche scientifique, la gestion durable des ressources halieutiques et la promotion de l'économie bleue, a précisé M. Benabbou. Pour sa part, M. Aheto a indiqué que son institution, financée par la Banque mondiale et partenaire de l'UA, mettra un accent particulier sur la promotion de l'excellence scientifique et académique au profit des pays de la zone Comhafat, par l'encadrement de travaux de terrain et des formations de courte durée.



PLANNING TO CONTROL THE BLUE ECONOMY

A workshop was organised by ATLAFCO from 14 to 15 April 2023 in Tangier, Morocco on how to reconcile the sometimes conflicting interests of the various activities that are now multiplying in and around marine areas.

The theme might seem trivial, or even scholarly: «The Sustainable Blue Economy in the context of maritime spatial planning in the member countries of the ATLAFCO zone». A concept coined at the beginning of the 2000s, the blue economy embraces, beyond fishing, all the economic activities that develop within the oceans, seas and their coasts: fishing, tourism, transport, submarine cables, shipbuilding, marine energies, mining, etc. The common ideal remains sustainability: to carry out these activities without compromising the environment, preserving the interests of all stakeholders as well as those of future generations.

In order to tackle this issue of balance and equity, one tool is becoming increasingly important: maritime spatial planning (MSP). It was defined in 2009 by the International Oceanic Commission (IOC, a body of the FAO) as «a public process that consists of analysing and defining the spatial and temporal distribution of human activities in marine areas to achieve ecological, economic and social objectives set through a political process». Mrs Leila Bensmail, an expert in MSP, presented the main steps and constraints: defining a clear vision, creating a strong government institution, mobilising significant financial resources, creating multidisciplinary teams, identifying risks and anticipating with contingency plans.



Major challenges

In order to remain sustainable and renewable, it is desirable that all activities linked to the blue economy be included in MSPs, especially fishing, which, due to both its attractiveness and its fragility, is at risk of being seriously affected by the new industries surrounding it. In the specific case of the ATLAFCO zone, which includes 22 of Africa's 38 coastal countries, the challenges are pressing and significant: growing demand for the exploitation of marine areas, illegal fishing, spontaneous developments, degradation of ecosystems, sharp decline in marine species, economic and social crises, etc. According to Mr. Abdelnaji Laamrich, head of cooperation at ATLAFCO, an adapted MSP is needed, with institutional capacity building, the search for substantial funding, support for scientific research, and inclusive management.

Morocco, Ghana, Côte d'Ivoire and Senegal are starting the process; Benin is already following.

These approaches must not remain scattered, but fit harmoniously into the African Blue Economy Strategy, adopted in 2019 and implemented by the African Union's Inter-African Bureau for Animal Resources (AU-IBAR).

ATLAFCO will continue to play its part in shared fisheries resources management initiatives, said Mr Abdelouahed Benabbou, its Executive Secretary. There is no shortage of references to draw on, as demonstrated by the video conference presentation by Ms Michèle Quesada da Silva of the IOC: 300 examples of MSPs are already being tested in 102 countries around the world.

MoU BETWEEN ATLAFCO AND ACECoR

On the margins of the Tangier workshop, a Memorandum of Understanding (MoU) was signed on 15 January 2023. It now links ATLAFCO and the African Centre of Excellence in Coastal Resilience (ACECoR), based at the University of Cape Coast in Ghana. On behalf of the two institutions, Mr Abdelouahed Benabbou and Mr Denis Aheto signed the documents.



The close cooperation thus envisaged will focus, among other things, on scientific research, the sustainable management of fisheries resources and the promotion of the blue economy, said Mr Benabbou. On his part, Mr. Aheto said that his institution, funded by the World Bank and partner of the AU, will place particular emphasis on promoting scientific and academic excellence for the benefit of the countries of the ATLAFCO zone, through the supervision of field work and short-term training.



ATELIER MISE À NIVEAU DES OBSERVATEURS NATIONAUX

La ville de Assinié-Mafia, en Côte d'Ivoire, a abrité du 15 au 17 mars 2023 un atelier de mise à niveau des capacités des observateurs nationaux pour les missions d'observation scientifique dans la zone Comhafat.

L'accent était mis sur les thonidés, et l'organisation technique des travaux confiée par la COMHAFAT au cabinet AMEXPERT (Africa Marine Expertises). Les programmes d'observation scientifique figurent parmi les rares méthodes permettant de collecter in situ (au point de capture), un large éventail de données contribuant à l'amélioration des évaluations des stocks et appuyant l'élaboration de mesures pour l'exploitation durable des thonidés et des espèces apparentées. Résoudre cette problématique implique la prise en compte de deux axes prioritaires d'action, à savoir une nécessaire mise à niveau des mandats nationaux des observateurs et un renforcement de leurs capacités pour la réalisation des tâches requises dans le cadre des missions d'observation scientifique.

Dans une démarche participative, seize participants issus de sept États ont ainsi vu renforcer leurs capacités sur l'identification des espèces fraîches et congelées, les méthodologies d'échantillonnage et de collecte de données halieutiques, le traitement des données de pêche thonière (utilisation des outils logiciels dédiés de collecte, et de traitement des données halieutiques).

Au terme des travaux, ils ont exprimé à l'unanimité leur satisfaction pour la pertinence des connaissances acquises et des expériences partagées.

WORKSHOP UPGRADING OF NATIONAL OBSERVERS

From 15 to 17 March 2023, the town of Assinié-Mafia, in Côte d'Ivoire, hosted a workshop to upgrade the capacities of national observers for scientific observation missions in the ATLAFCO zone.

The focus was on tuna, and the technical organisation of the work was entrusted by ATLAFCO to AMEXPERT (Africa Marine Expertises). Scientific observation programmes are one of the few methods that allow a wide range of data to be collected in situ (at the point of capture), contributing to the improvement of stock assessments and supporting the development of measures for the sustainable exploitation of tuna and related species. Addressing this issue involves taking into account two priority lines of action, namely the need to upgrade the national mandates of observers, together with the strengthening of their capacity to carry out the tasks required in the framework of scientific observation missions.

In a participatory approach, sixteen participants from seven States had their capacities strengthened on the identification of fresh and frozen species, sampling and fisheries data collection methodologies, and the processing of tuna fishing data (use of dedicated software tools for collecting and processing fisheries data).

At the end of the work, they unanimously expressed their satisfaction for the relevance of the knowledge acquired and the experiences shared.



RÈGLEMENTATIONS NATIONALES SUR LES PÊCHES : TEXTES À RASSEMBLER

La gouvernance durable des ressources halieutiques des États africains riverains de l'océan Atlantique pourra s'améliorer, par la mise à disposition d'une source consolidée de l'ensemble des cadres juridiques qui régissent l'activité de pêche.

Un atelier s'est tenu en ligne le 07 avril 2023, pour valider la restitution d'une étude pour la réalisation d'un «Compendium des réglementations nationales sur la pêche des États membres de la COMHAFAT». Il s'agit d'un «document évolutif», qui sera mis à jour régulièrement et intégrer chaque fois les nouvelles réglementations adoptées par les pays membres.

Il faut rappeler que le concept central de juridiction des États côtiers sur une zone économique exclusive de 200 milles, instauré par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM/UNCLOS) a ouvert de nouvelles opportunités substantielles aux États côtiers, tout en les confrontant à des responsabilités accrues pour la gestion, à travers des cadres juridiques appropriés, des ressources vivantes sous leur juridiction. D'où la nécessité de rassembler ces outils juridiques, pour une application mutualisée et harmonisée, en facilitant l'accès à cette mine d'informations à tous (Gouvernements, ORGP, OGP, société civile, chercheurs, etc.). Ce recueil de textes comportera également un référentiel des instruments juridiques internationaux les plus pertinents du secteur de la pêche. Il sera proposé comme objectif à atteindre pour une mise à niveau juridique des réglementations nationales. Outre le document physique, le Compendium sera également présenté sous forme d'un fichier PDF interactif, accessible par pays, par sujet, ou par recherche de texte intégral.

NATIONAL FISHERIES REGULATIONS: TEXTS TO BE COLLECTED

The sustainable governance of the fisheries resources of the African States bordering the Atlantic Ocean could be improved by making available a consolidated source of all the legal frameworks that govern fishing activities.

A workshop was held virtually on 7 April 2023 to validate the results of a study for the production of a «Compendium of national fisheries regulations of ATLAFCO Member States». This is an «evolving document», which will be updated regularly and will incorporate each time the new regulations adopted by the member countries.

It should be recalled that the central concept of coastal States' jurisdiction over a 200-mile exclusive economic zone, established by the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS), has opened up substantial new opportunities for coastal States, while confronting them with increased responsibilities for the management, through appropriate legal frameworks, of the living resources under their jurisdiction.

Hence the need to bring together these legal tools, for a mutualised and harmonised application, by facilitating access to this wealth of information for all (Governments, RFMOs, FMOs, civil society, researchers, etc.). This collection of texts will also include a reference of the most relevant international legal instruments in the fisheries sector. It will be proposed as an objective to be achieved for the legal upgrading of national regulations. In addition to the physical document, the Compendium will also be presented as an interactive PDF file, accessible by country, by subject, or by full text search.

FACILITER L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES PRODUITS DE LA PÊCHE



Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire, a abrité du 16 au 17 mars 2023 un séminaire visant l'amélioration de l'exportation vers les marchés internationaux à travers les contrôles qualité des produits de la pêche et de l'aquaculture, et une bonne maîtrise des textes internationaux de ce secteur.

La rencontre s'est tenue à l'initiative commune de la COMHAFAT et de l'Organisation Intergouvernementale d'Information et de Coopération pour la Commercialisation des Produits de la Pêche en Afrique (INFOPÊCHE). Elle a réuni les représentants d'institutions, d'organisations de producteurs, des promoteurs privés et responsables du secteur des pêches des États Membres de la COMHAFAT, ainsi que des experts et consultants. Sa pertinence découle du constat que les marchés extérieurs des produits halieutiques deviennent de plus en plus difficiles d'accès pour les pays africains : normes d'hygiène et de qualité radicales, technologies de plus en plus onéreuses, renchérissement des coûts du transport des produits, forte concurrence des pays d'Asie et d'Amérique du Sud. S'y ajoutent, pour les exportations des pays côtiers en développement, les conséquences potentielles de la libéralisation du commerce international conduite par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Les participants, à l'issue d'échanges intenses, ont adopté des recommandations portant, entre autres, sur l'instauration des bonnes pratiques d'hygiène à bord des embarcations et le long de la chaîne de valeur du produit, le renforcement de la recherche pour le développement des produits à valeur ajoutée, une bonne maîtrise des instruments internationaux, l'accélération de la mise en œuvre des accords de libre-échange africains.

Monsieur Sidi Tiemoko Touré, Ministre des Ressources Animales et Halieutiques de la République de Côte d'Ivoire, Président en exercice de la COMHAFAT et Président du Conseil d'Administration d'INFOPÊCHE, a exprimé sa satisfaction quant à l'organisation de ce séminaire. Pour sa part, M. Abdelouahed Benabbou, Secrétaire Exécutif de la COMHAFAT, a souligné que l'Afrique s'arme de mieux en mieux pour bénéficier amplement du commerce international des produits halieutiques en croissance exponentielle, notamment «par un meilleur contrôle qualité, et la maîtrise des textes internationaux sur le traitement et le commerce des ressources marines». Dr Shep Helguilè, Directeur d'INFOPÊCHE s'est félicité de «la justesse et l'audace des propositions formulées.»

FACILITATING ACCESS TO FISHERIES MARKETS



Abidjan, the capital of Côte d'Ivoire, hosted a seminar from 16 to 17 March 2023 aimed at improving exports to international markets through quality control of fishery and aquaculture products, and a good mastery of international texts in this sector.

The meeting was held at the joint initiative of ATLAFCO and the Intergovernmental Organisation for Information and Cooperation on the Marketing of Fishery Products in Africa (INFOPÊCHE). It brought together representatives of institutions, producers' organisations, private promoters and fisheries sector managers from ATLAFCO Member States, as well as experts and consultants. Its relevance stems from the fact that external markets for fishery products are becoming increasingly difficult for African countries to access: radical hygiene and quality standards, increasingly expensive technologies, rising product transport costs, strong competition from Asian and South American countries. In addition, for exports from coastal developing countries, there are the potential consequences of the liberalisation of international trade conducted by the World Trade Organisation (WTO).

Following intense exchanges, participants adopted recommendations concerning, among other things, the introduction of good hygiene practices on board vessels and along the product value chain, the strengthening of research for the development of value-added products, a good command of international instruments, and the acceleration of the implementation of African free trade agreements.

On the whole, Mr. Sidi Tiemoko Touré, Minister of Animal Resources and Fisheries of the Republic of Côte d'Ivoire, current President of ATLAFCO and President of the Board of Directors of INFOPÊCHE, expressed his satisfaction. In the same vein, Mr. Abdelouahed Benabbou, Executive Secretary of ATLAFCO, underlined that Africa is getting better and better equipped to benefit amply from the exponentially growing international trade in fisheries products, notably «through better quality control and the mastery of international texts on the treatment and trade of marine resources». Dr Shep Helguilè, Director of INFOPÊCHE, welcomed "the accuracy and boldness of the proposals made."

Sixième édition du Salon International «Halieutis»

Sixth International "Halieutis" Exhibition

La science pour sauver la pêche

Par André Naoussi, à Agadir

Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, s'est tenue du 1er au 5 février 2023 à Agadir, Maroc, la Sixième édition du salon international «Halieutis». M. Aziz Akhannouch, Chef de Gouvernement, a présidé l'inauguration officielle de cette importante manifestation.

Il y a lieu de préciser que les résultats de la recherche doivent se trouver au cœur de toutes les nouvelles stratégies visant la préservation des ressources halieutiques. Cette vision a été approuvée par les experts du Salon «Halieutis».

Dès l'ouverture de cet événement biennal qui allie une grande exposition multisectorielle avec des débats de haut niveau, le ministre marocain de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts, M. Mohamed Sadiki, a insisté sur la «nécessité d'investir dans la recherche, pour améliorer la transformation optimale et la gestion durable des ressources halieutiques». Ce qui rentrait en droite ligne du thème général : «Pêche et aquaculture durables : leviers pour une économie bleue inclusive et durable».

«Tirer profit de la science et de la technologie, pour réaliser le plein potentiel de l'économie bleue»

Abondant dans le même sens, le Ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, M. Sidi Tiémoko Touré, président en exercice de la Comhafat, a fait délivrer son message par l'ambassadeur de Côte d'Ivoire au Maroc. Cette communication insiste sur l'impérieux besoin de «tirer profit de la science et de la technologie, pour réaliser le plein potentiel de l'économie bleue, avec un accent sur la pêche et l'aquaculture». Car, il faut préparer les générations futures à relever le triple défi de la gestion durable, de l'innovation, et de l'insertion dans la dynamique globale de l'économie bleue.

Océan, source de vie

D'éminents experts, enseignants, chercheurs venus d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique, ont multiplié les présentations et démonstrations sur la nécessité de préserver les océans comme «source de vie pour toute l'humanité» (en harmonie avec l'ODD 14 des Nations Unies).

Pays à l'honneur pour cette 6ème édition, l'Espagne a déployé son savoir-faire sur un immense stand où le visiteur découvrirait autant les produits prisés de ce pays, que ses prouesses dans la fabrication d'instruments modernisés pour la pêche (filets, barques, outils de surveillance, etc.).

En marge du Salon Halieutis, il y a eu signature de nombreux protocoles d'accord entre le Royaume du Maroc et plusieurs États membres de la COMHAFAT.



Science to save fishing

By André Naoussi, in Agadir

Under the High Patronage of His Majesty King Mohamed VI, was held from February 1 to 5, 2023 in Agadir, Morocco. Under the High Patronage of His Majesty King Mohamed VI, was held from February 1 to 5, 2023 in Agadir, Morocco the Sixth edition of the international fair «Halieutis». Mr. Aziz Akhannouch, Head of Government, presided over the official inauguration of this important event.

It should be specified that the results of research must be at the heart of all new strategies aimed at preserving fisheries resources. This vision was approved by the experts of the «Halieutis» trade fair.

At the opening of this biennial event, which combines a large multi-sectoral exhibition with high-level debates, the Moroccan Minister of Agriculture, Maritime Fisheries, Rural Development and Water and Forests, Mr Mohamed Sadiki, stressed the «need to invest in research to improve the optimal processing and sustainable management of fisheries resources». This was in line with the general theme: «Sustainable fisheries and aquaculture: levers for an inclusive and sustainable blue economy».

In the same vein, the Ivorian Minister of Animal and Fisheries Resources, Mr. Sidi Tiémoko Touré, current president of ATLAFCO, had his message delivered by the Ivorian ambassador to Morocco. This communication insisted on the urgent need to «take advantage of science and technology to realise the full potential of the blue economy, with a focus on fisheries and aquaculture», given that future generations must be prepared to take up the triple challenge of sustainable management, innovation and integration into the global dynamics of the blue economy.

«Taking advantage of science and technology to realise the full potential of the blue economy»

Ocean, source of life

Eminent experts, teachers and researchers from Africa, Europe, Asia and America, gave numerous presentations and demonstrations on the need to preserve the oceans as a «source of life for all mankind» (in harmony with the United Nations MDG 14). Spain, the country of honour for this 6th edition, displayed its know-how on a huge stand where visitors could discover the country's prized products as well as its prowess in the manufacture of modernised fishing instruments (nets, boats, monitoring tools, etc.).

On the fringes of the Halieutis exhibition, there was the signing of a number of memoranda of understanding between the Kingdom of Morocco and several ATLAFCO member states.





Sixième édition du Salon International «Halieutis» Immense déploiement de la COMHAFAT

Sur le site du Salon Halieutis, la Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les États africains riverains de l'océan Atlantique (COMHAFAT) a dressé un grand stand pour faire connaître aux visiteurs ses missions et ses réalisations. Parallèlement, une dizaine de pays du Réseau africain des Femmes de la Pêche (RAFEP) ont exposé, chacun dans son stand, les produits phares de leurs secteurs des pêches.

Il faut souligner que la COMHAFAT a pris en charge le déplacement et le séjour à Agadir des délégations de ses États membres.

Nous vous convions à une petite visite, avec des impressions recueillies sous les chapiteaux.

Sixth International "Halieutis" Exhibition Huge deployment of ATLAFCO

On the site of the Halieutis Fair, the Ministerial Conference on Fisheries Cooperation between African States bordering the Atlantic Ocean (ATLAFCO) set up a large stand to inform visitors of its missions and achievements. At the same time, a dozen countries of the African Fishing Women's Network (AFWN) exhibited, each in its own stand, the flagship products of their fisheries sectors.

It should be noted that ATLAFCO bore the travel and stay in Agadir of the delegations from its member States.

We invite you to a short visit, with impressions gathered in the tents.



CABO VERDE

M. Albertino Martins : «Priorité à l'information et aux contacts»

« Nous sommes venus pour faire connaître notre pays, ainsi que son immense potentiel halieutique. Nous voulons également exposer nos préoccupations en matière de lutte contre la pêche INN, la conservation de la biodiversité marine, la protection des acteurs de la pêche, dont notamment les femmes et les jeunes. Nous avons donné la priorité à l'information, aux contacts et à la prospection, en vue d'acquiescer des matériels et à bon prix pour le développement du secteur de la pêche dans tout le pays. Nous remercions vivement la Comhafat pour cette grande visibilité au Salon Halieutis, et nous comptons sur elle pour fructifier les contacts que nous avons multipliés avec les entreprises, les autorités d'autres pays, les organismes marocains et internationaux.»



CABO VERDE

Albertino Martins: «Priority to information and contacts»

“ We came to make our country known, as well as its immense fishing potential. We also want to present our concerns about the fight against IUU fishing, the conservation of marine biodiversity, the protection of those involved in the fishing industry, including women and young people. We have given priority to information, contacts and prospecting, with a view to acquiring materials and at good prices for the development of the fisheries sector throughout the country. We are very grateful to ATLAFCO for this great visibility at the Halieutis exhibition, and we are counting on them to build on the contacts we have made with companies, authorities from other countries, and Moroccan and international organisations.”



RD CONGO

Vanessa Kiese Lubela : « Nous présentons une trentaine d'espèces »

« Pour notre première participation au Salon Halieutis, nous avons apporté du poisson fumé et séché dans le respect des normes environnementales et d'hygiène. Nous présentons également une trentaine d'espèces, sous forme de vidéos, de photos et brochures. Nous insistons sur l'emplacement des fleuves et lacs où se trouvent chacune des espèces. Si les visiteurs concrétisent leurs promesses, nous avons toutes les raisons d'être optimiste, notamment pour l'industrialisation du secteur halieutique, en vue d'une transformation optimale et de l'exportation. Plusieurs investisseurs ont montré de l'intérêt à venir dans notre pays.»

DR CONGO

Vanessa Kiese Lubela: "We are presenting around thirty species"

“For our first participation in the Halieutis trade fair, we brought smoked and dried fish in compliance with environmental and hygiene standards. We are also presenting around thirty species, in the form of videos, photos and brochures. We emphasise the location of the rivers and lakes where each species is found. If the visitors make good on their promises, we have every reason to be optimistic, especially for the industrialisation of the fisheries sector, with a view to optimal processing and export. Several investors have shown interest in coming to our country.”



CÔTE D'IVOIRE

Marianan Camara : «Souligner le rôle des femmes de la pêche»

« Nous mettons en vitrine des produits artisanaux et des produits industriels, dont notamment des boîtes de conserve à base de thon, et des fruits bio de l'aquaculture. Nous voulons souligner le rôle central des femmes de la pêche en Côte d'Ivoire, qui dominent 90% de la chaîne de valeur post-capture : transformation, conservation, commercialisation, transport, distribution. Bien plus, en amont de la capture, la femme tient un rôle essentiel dans l'activité des pêcheurs : formalités administratives, manuels de conservation des outils, aliments pour le séjour en haute mer, produits de conservation en mer, médicaments, etc. D'où la nécessité de mettre un accent appuyé sur la formation et le renforcement des capacités des femmes. Nous fondons de grands espoirs dans les contacts noués au cours du Salon Halieutis, et nous en remercions de tout cœur la Comhafat.»

IVORY COAST

Marianan Camara: "Highlighting the role of women in the fishing industry"

“We are showcasing artisanal and industrial products, including tuna cans and organic aquaculture fruit. We want to highlight the central role of women in the fishing industry in Côte d'Ivoire, who dominate 90% of the post-capture value chain: processing, conservation, marketing, transport and distribution. Moreover, upstream of the catch, women play an essential role in the fishers' activity: administrative formalities, manuals for the conservation of tools, food for the stay at sea, products for conservation at sea, medicines, etc. Hence the need to place a strong emphasis on training and capacity building for women. We have high hopes for the contacts made during the Halieutis Fair, and we thank ATLAFCO wholeheartedly for this”



GABON

Olga Bouanga Minko : «Promouvoir les produits transformés»

« Conformément à la dynamique nouvelle du secteur de la pêche impulsée par le gouvernement gabonais, nous faisons la promotion des produits déjà transformés. Il y a du poisson séché, salé, fumé, ainsi que de la sardine fumée. Notre Ministre de la Pêche et de l'Économie Maritime a animé à Agadir une conférence avec des investisseurs de plusieurs pays ; nous comptons en exploiter les retombées. En plus, nous avons multiplié les contacts avec d'autres pays africains présents à Halieutis, grâce aux facilités mises en place par la Comhafat. Les perspectives sont heureuses pour les échanges d'expériences et la complémentarité de nos actions.»

GABON

Olga Bouanga Minko: "Promoting processed products"

“In accordance with the new dynamics of the fisheries sector driven by the Gabonese government, we are promoting products that are already processed. There are dried, salted and smoked fish, as well as smoked sardines. Our Minister of Fishing and the Maritime Economy held a conference in Agadir with investors from several countries; we intend to exploit the spin-offs. In addition, we have multiplied contacts with other African countries present at Halieutis, thanks to the facilities put in place by ATLAFCO. The prospects are good for the exchange of experiences and the complementarity of our actions”.



GUINÉE

Kallil Guèye Ibrahima: « Visibilité, marketing, partenariats »

« Les nouvelles autorités de la République de Guinée ont mis en place un "Plan Stratégique Halieutique", dont nous avons fait la promotion au Salon d'Agadir, auprès de partenaires techniques et financiers. Ce plan comprend plusieurs axes qui pourraient s'ouvrir à une coopération multiforme : lutte contre la pêche INN, développement de la pêche artisanale, acquisition d'une flotte nationale. Nous avons également mis en valeur des spécialités des femmes de notre pays, notamment le fumage d'espèces rares comme le "congoué", qui est très coté en Afrique de l'Ouest et hors du continent. Visibilité, marketing, partenariat, voilà les trois piliers de notre démarche au Salon Halieutis. Des contacts ont été pris, avec des promesses de visites au pays ; nous garantissons toutes les facilités à ces partenaires potentiels.»

GUINEA

Kallil Guèye Ibrahima: "Visibility, marketing, partnerships"

“The new authorities of the Republic of Guinea have put in place a «Strategic Fisheries Plan», which we promoted at the Agadir Trade Fair to technical and financial partners. This plan includes several axes that could be open to multiple cooperation: the fight against IUU fishing, the development of artisanal fishing, the acquisition of a national fleet. We have also highlighted the specialities of our country's women, notably the smoking of rare species such as «congoué», which is very popular in West Africa and outside the continent. Visibility, marketing and partnership are the three pillars of our approach to the Halieutis trade fair. Contacts have been made, with promises of visits to the country; we will guarantee all facilities to these potential partners”.



GUINÉE-BISSAU



GUINÉE BISSAU

Noula Fortès Cabral D'Almeida : «Un partenariat avec une grande compagnie»

« Nous voulons faire connaître principalement les carottes de mer, les huîtres et les crevettes, qui sont typiques de notre pays. Nous souhaitons nouer un partenariat avec une grande compagnie, qui va nous accompagner dans la transformation de ces produits ; nous en avons contacté au Salon Halieutis. Nous sommes également intéressés par le renforcement des capacités des femmes dans le traitement post-capture des produits de la pêche. En dehors de la coopération déjà forte avec la Comhafat, le tour des stands d'autres pays nous permet de nous inspirer de leurs expériences dans la transformation des produits de mer.»

GUINEA BISSAU

Noula Fortès Cabral D'Almeida: "A partnership with a big company"

“ We want to promote mainly sea carrots, oysters and shrimps, which are typical of our country. We would like to form a partnership with a large company that will accompany us in the processing of these products; we contacted them at the Halieutis trade fair. We are also interested in building the capacity of women in the post-capture processing of fishery products. Apart from the already strong cooperation with ATLAFCO, visiting the stands of other countries allows us to learn from their experiences in processing seafood.”



GUINÉE ÉQUATORIALE

Nso Edo Abegue : «Découvrez les thons frais de l'Atlantique»

« Nous avons déployé des moyens pour faire venir jusqu'à Agadir des produits frais et bien conservés de notre pays, notamment les thons frais de l'Atlantique. Nous distribuons aussi des brochures sur nos méthodes de traitement des fruits de la pêche, et nous prenons connaissance de celles d'autres pays, des investisseurs et autres organismes. Le potentiel halieutique de notre pays est immense, et les besoins sont nombreux. Des structures de pré-transformation existent déjà. Nous sommes donc là avec les mains ouvertes et tendues vers des pays du continent et de l'extérieur. Nous remercions vivement la Comhafat pour ses facilitations dans cette démarche.»

EQUATORIAL GUINEA

Nso Edo Abegue: «Discover the fresh Atlantic tunas'''

“ We have deployed means to bring fresh and well-preserved products from our country to Agadir, notably fresh Atlantic tuna. We are also distributing brochures on our methods of processing the sea fruits, and we are learning about those of other countries, investors and other organisations. The fishing potential of our country is immense, and there are many needs. Pre-processing structures already exist. We are therefore here with our hands open and extended to countries on the continent and outside. We are very grateful to ATLAFCO for facilitating this process.”



LIBÉRIA

Alexander Dunbar : «Des contacts prometteurs»

« Nous avons mis en vitrine des produits déjà transformés par séchage, fumage ou salaison : crevettes, carpes, tilapia, entre autres. Nous voulons montrer notre connaissance de la chaîne de valeur post-capture, et profiter de l'expérience d'autres pays et organismes présents à Agadir. Nous avons un souci de visibilité, qui a été grandement satisfait au Salon Halieutis : les contacts sont prometteurs. Nous soulignons avec force le rôle décisif de la Comhafat dans l'atteinte de nos objectifs, notamment parce qu'ils nous ont ouvert leur carnet d'adresses. »



LIBERIA

Alexander Dunbar: «Promising contacts»

“ We have showcased products that have already been processed by drying, smoking or curing: shrimp, carp, tilapia, among others. We want to show our knowledge of the post-capture value chain, and benefit from the experience of other countries and organisations present in Agadir. We had a concern for visibility, which was greatly satisfied at the Halieutis exhibition: the contacts are promising. We strongly emphasise the decisive role of ATLAFCO in achieving our objectives, especially because they opened their address book to us.”



SENEGAL

Yayi Bayam Diouf : «Epices en conserve à base de fruits de mer»

« Sous l'encadrement du ministère des Pêches et de l'Économie Maritime du Sénégal nous avons présenté des produits transformés par salage, séchage, fumage, braise ; ils sont accompagnés d'épices en conserve faites à base de fruits de mer, ce qui est une innovation dans le processus de transformation au Sénégal. Au Salon Halieutis, nous avons noué des contacts avec nos sœurs de Guinée, dont une délégation a promis de se rendre prochainement au Sénégal pour s'imprégner de nos techniques de transformation de la moule. Nous envisageons également des voyages réciproques avec la République Démocratique du Congo, pour mutualiser nos efforts. »



SENEGAL

Yayi Bayam Diouf: “Canned seafood-based spices”

“ Under the supervision of the Ministry of Fisheries and Maritime Economy of Senegal, we presented products transformed by salting, drying, smoking, embers; they are accompanied by canned spices made from seafood, which is an innovation in the fish processing in Senegal. At the Halieutis Fair, we have established contacts with our sisters from Guinea, a delegation of whom has promised to come soon to Senegal to immerse themselves in our mussel processing techniques. We are also considering reciprocal trips with the Democratic Republic of Congo, to pool our efforts.”



INITIATIVE "CEINTURE BLEUE" Conclave concluant à Agadir

La deuxième conférence internationale de la "Blue Belt Initiative" (BBI) s'est conclue le 31 janvier 2023 à Agadir, sur l'engagement à promouvoir une «vision commune d'un océan résilient et un système de production alimentaire des produits de la mer durable fondé sur la science».

Is sont venus des cinq continents pour un brainstorming de haut niveau autour du thème : "Pour une intégration scientifique, économique et environnementale en faveur de l'économie bleue". Chercheurs, entrepreneurs, ministres, ONGs, pêcheurs, ambassadeurs, enseignants, bref un gratin de choix, pour donner une impulsion nouvelle à la BBI lancée en 2016 par le Royaume du Maroc, afin de trouver une plateforme internationale collaborative pour l'adaptation du secteur de la pêche et de l'aquaculture au secteur de la pêche. Une dizaine de pays membres de la COMHAFAT ont pris part aux travaux, certaines délégations étant conduites par les ministres en charge des pêches (Gambon, Ghana, Guinée, Sénégal).

Le souci était de donner des contenus concrets aux cogitations et aux engagements, dans une démarche sous forme de projets, pour faire face à un défi relevé à l'unanimité : «Les écosystèmes marins sont menacés par l'augmentation significative de l'impact cumulé du changement climatique, de la pêche INN et de la pollution».

Tout en exhortant la communauté internationale à accélérer la réalisation de l'ODD 14 de l'ONU, les participants ont rappelé «l'impérieuse nécessité d'encourager la recherche

scientifique, l'expertise, l'innovation, les systèmes d'observation des océans, par des partenariats multi-acteurs et des synergies pour mettre en œuvre une approche écosystémique et intégrée de tous les secteurs de l'économie bleue basés sur la science».

La "Blue Belt Community Partnership" a enregistré des engagements clairs de partenaires multiples.

Trois piliers pour la BBI

Pour donner une perspective concrète à leur vision commune d'un océan résilient et durable, ils ont articulé leur action stratégique autour de trois piliers : développer et maintenir à long terme des observations océaniques de haute qualité ; intégrer l'ensemble des acteurs halieutiques dans le processus de durabilité pour aboutir à une résilience climatique et économique ; promouvoir et soutenir des pratiques aquacoles durables, et contribuer à l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

Facteur déterminant, le nerf de la guerre : la "Blue Belt Community Partnership" a enregistré des engagements clairs de partenaires multiples, pour développer, financer et soutenir durablement son portefeuille d'actions.



“BLUE BELT” INITIATIVE Concluding Conclave in Agadir

The second international conference of the Blue Belt Initiative (BBI) concluded on 31 January 2023 in Agadir, with a commitment to promote a «shared vision of a resilient ocean and a science-based sustainable seafood production system».

They came from five continents for a high-level brainstorming session on the theme: «Towards scientific, economic and environmental integration for blue economy». Researchers, entrepreneurs, ministers, NGOs, fishermen, ambassadors, teachers, in short, a select group, to give a new impetus to the BBI launched in 2016 by the Kingdom of Morocco, in order to find a collaborative international platform of the fisheries and aquaculture sector. About ten ATLAFCO member countries took part in the work, some delegations led by the ministers in charge of fisheries (Gabon, Ghana, Guinea, Senegal).

The concern was to give concrete content to the brainstorming and commitments, in an approach in the form of projects, in order to face a challenge that was unanimously noted: “Marine ecosystems are threatened by the significant increase in the cumulative impact of climate change, IUU fishing and pollution”

While urging the international community to accelerate the

achievement of UN MDG 14, the participants recalled “the imperative to foster scientific research, expertise, innovation, ocean observation systems, through multi-stakeholder partnerships and synergies to implement an ecosystem and integrated approach to all sectors of the blue economy based on science”

The Blue Belt Community Partnership has clear commitments from multiple partners.

Three pillars for BBI

To give a concrete perspective to their common vision of a resilient and sustainable ocean, they have articulated their strategic action around three pillars: developing and maintaining high quality ocean observations in the long term; integrating all fisheries stakeholders in the sustainability process to achieve climate and economic resilience; promoting and supporting sustainable aquaculture practices, and contributing to climate change adaptation and mitigation. Crucially, the Blue Belt Community Partnership has clear commitments from multiple partners to develop, fund and sustain its portfolio of actions.



Ghana : vers une production aquacole de 136 000 tonnes métriques

Par Sharon Kavhu, à Agadir

Le Ghana s'apprête à augmenter sa production aquacole à 136 000 tonnes métriques d'ici 2026, a confirmé la ministre de la pêche et du développement de l'aquaculture, Mavis Hawa Koomson. Cette production était de 64 000 tonnes en 2020.

S'exprimant lors de la deuxième conférence de haut niveau de l'initiative de la ceinture bleue, à Agadir, au Maroc, la ministre Koomson a déclaré que ce développement visait à combler l'écart actuel entre la demande et l'offre de poisson dans le pays. «Actuellement, les ressources halieutiques des eaux marines et intérieures sont surexploitées. Cependant, la demande de poisson ne cesse d'augmenter chaque année en raison de l'accroissement de la population et de la préférence de la population pour le poisson plutôt que pour la viande. En août 2022, le Ghana a élaboré un nouveau plan de développement de l'aquaculture», a déclaré la ministre Koomson.

Elle a ajouté que parmi les efforts déployés par son gouvernement pour atteindre cet objectif figure le programme phare «Aquaculture pour l'alimentation et l'emploi», dans le cadre duquel les jeunes du pays sont dotés des ressources et de la formation nécessaires pour assurer une production importante de produits aquacoles.

Aquaculture pour l'alimentation et les emplois

Elle a indiqué que son gouvernement avait également créé une large marge de manœuvre pour les investisseurs dans le secteur, en particulier dans les domaines suivants : écloseries ultramodernes pour la production d'alevins ; fermes aquacoles commerciales, y compris l'élevage de crevettes et la mariculture (élevage en mer), et usine de production d'aliments pour poissons.

Le gouvernement ghanéen a créé un vaste espace pour les investisseurs dans le secteur de la pêche.

Cependant, la ministre Koomson a noté que le secteur a été confronté à des défis tels que la menace des pratiques de pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), la pollution des mers et des océans ainsi que d'autres destructions d'habitats marins. Face à ces défis auxquels la pêche ghanéenne est confrontée, le pays salue "l'initiative de la ceinture

Ghana targets 136 000 metric tons of aquaculture production

By Sharon Kavhu, in Agadir

bleu" qui promet un développement durable de l'aquaculture. Ghana is set to increase its aquaculture production to 136 000 metric tons by 2026, the country's Minister for Fisheries and Aquaculture Development, Mavis Hawa Koomson, confirmed the development. This production was at 64 000 metric tons in 2020.

Speaking at the 2nd High Level Conference of the Blue Belt Initiative, in Agadir, Morocco, Minister Koomson said the development comes to bridge the current gap between demand and supply of fish in the country. "Currently, the fisheries resources of the marine and inland water bodies are overexploited. However, the demand for fish kept increasing annually due to increase in population and the preference of fish to meat by the populace. Ghana in August 2022 developed a new Aquaculture Development Plan," said Minister Koomson.

She added among the efforts that her government is doing to meet the target is the 'Aquaculture for Food and Jobs' flagship programme where the country's youth are equipped with resources and training to make a significant production of aquaculture products.

The government of Ghana has created a wide room for investors in the fisheries sector.

'Aquaculture for Food and Jobs'

She said her government has also created a wide room for investors in the sector particularly in the following areas: establishment of state-of-the-art hatchery facilities for fingerlings production; commercial aquaculture farms including shrimp farming and Mariculture (marine farming), and fish feed production plant. However, Minister Koomson noted that the sector has been confronted with challenges such as the menace of Illegal Unreported Unregulated (IUU) fishing practices, pollution of the seas and oceans as well as other destruction of marine habitats. It is against these challenges that Ghana's fisheries is faced that the country is welcoming the Blue Belt Initiative which promotes a sustainable aquaculture development.



INITIATIVE BLUE BELT

Lutte contre la pêche INN : Le Liberia exhorte les pays africains à adopter une approche collective

L'appel du directeur général de l'Autorité nationale des pêches et de l'aquaculture du Liberia, Emma Metieh Glassco, intervient à un moment où les secteurs de la pêche de nombreux pays africains sont dépouillés de leur production aquacole par des pratiques de pêche INN.

Dans son discours prononcé lors de la deuxième conférence de haut niveau de l'initiative «Ceinture bleue», Emma Glassco a déclaré que la pêche INN (illégal, non réglementée et non déclarée) et d'autres défis qui paralysent actuellement le secteur de la pêche en Afrique requièrent une approche régionale pour garantir des interventions efficaces. «Nous sommes d'accord avec ce concept et nous insistons sur le fait qu'une approche régionale est efficace. Elle comprendra le partage d'expériences, le renforcement des capacités et le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des projets. Elle permettra d'adopter une approche plus durable pour combler ces lacunes», a déclaré Mme Glassco.

Elle a ajouté que son pays avait déjà signé un accord avec la Côte d'Ivoire et le Ghana afin de mutualiser leurs efforts contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. L'accord est conforme à l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port de la FAO, qui a pour objectif de prévenir, dissuader et éliminer la pêche INN en empêchant les navires pratiquant cette pêche d'utiliser les ports et de débarquer leurs prises.

Mme Glassco a déclaré que son pays avait développé et adapté une approche de gestion durable de la pêche, en déployant de nombreux efforts pour améliorer les moyens de subsistance des populations côtières et lutter contre la pêche INN. «Dans le cadre de notre initiative visant à assurer une bonne gouvernance de nos océans et de nos ressources, nous avons introduit des technologies modernes de surveillance des navires dans notre Centre de surveillance des pêches afin d'aider nos petits pêcheurs qui sont les plus exposés», a-t-elle souligné.

Le Liberia a déjà signé un accord avec la Côte d'Ivoire et le Ghana pour mutualiser leurs efforts contre la pêche INN.

Le Liberia offre des micro-crédits aux femmes dans le secteur de la pêche par le biais d'un programme qui devrait débloquer un nouveau potentiel dans le secteur national de la pêche, augmenter les revenus du gouvernement et offrir des milliers d'emplois supplémentaires, en particulier pour les femmes et les jeunes.

BLUE BELT INITIATIVE

Fight against IUU fishing: Liberia urges African countries to a collective approach

The call from the Director General of National Fisheries and Aquaculture Authority-Liberia, Emma Metieh Glassco, comes at a time where many African countries' fisheries sectors are being robbed of their aquaculture production by IUU fishing practices.

In her speech during the 2nd High Level Conference of the Blue Belt Initiative, Emma Glassco said IUU (Illegal, Unregulated, Undeclared) fishing and other challenges that are currently crippling the fisheries sector in Africa require a regional approach to ensure effective interventions. "We agree with this concept and reemphasize that a regional approach is effective. This will include experience sharing, capacity building and monitoring and Evaluation of project implementation. It will advance a more sustainable approach to bridging these gaps," said Glassco.

She added her country has already signed an agreement with Cote D'Ivoire and Ghana to collaborate against IUU. The agreement is in line with the FAO Port State Measure Agreement which has the objective of preventing, deter and eliminating IUU fishing by preventing vessels engaged in IUU fishing from using ports and landing their catches.

Mrs. Glassco said her country has developed and adapted a sustainable fisheries management approach with much efforts in ensuring coastal livelihood are improved, and combating IUU fishing. "As part of our initiative to ensure proper governance of our ocean and resources, we have introduced

Liberia has already signed an agreement with Cote D'Ivoire and Ghana to collaborate against IUU fishing.

modern vessel monitoring technologies in our Fisheries Monitoring Center to help our small scale fishermen who are mostly at risk," she emphasized.

Liberia is providing micro-financing for women in fisheries through a program that is expected to unlock new potential in the national fisheries and increase revenue for the Government and provide additional thousand jobs opportunities, especially for women and youths.

Guy Irenée Mimbang,
Directeur des pêches du Cameroun :

«Restaurer la filière crevettes»

« La façade maritime du Cameroun couvre 300 km de côtes, mais elle est très menacée par la mauvaise gestion des ressources. S'y ajoute la pêche INN, que nous combattons énergiquement, à travers une Brigade de Contrôle et de Surveillance, qui a signé une convention avec le ministère de la Défense.

La pêche étant majoritairement artisanale, ne peut pas combler la demande locale ; d'où le recours à des importations encore massives des produits halieutiques, qui grèvent lourdement le budget de l'État. Un Plan pour le développement de la pêche aquacole est en cours. Par ailleurs, le pays est engagé depuis plusieurs années dans la restauration de la filière crevettes, ce produit phare, d'où dérive d'ailleurs le nom "Cameroun". La FAO nous accompagne fortement dans ce processus, et nous ne manquerons pas de saisir toutes les opportunités offertes par l'Initiative Ceinture Bleue.»



Guy Irenée Mimbang,
Director of Fisheries of Cameroon:

“Restoring the shrimp industry”

“Cameroon’s coastline covers 300 km, but it is very threatened by poor resource management. In addition, there is IUU fishing, which we are fighting relentlessly through a Control and Surveillance Brigade, which has signed an agreement with the Ministry of Defence.

Since fishing is mainly small-scale, it cannot meet local demand; hence the recourse to massive imports of fish products, which are a heavy burden on the state budget. A plan for the development of aquaculture fishing is underway. In addition, the country has been engaged for several years in the restoration of the shrimp industry, this flagship product, the name «Cameroon» derives. FAO is strongly supporting us in this process, and we will not fail to seize all the opportunities offered by the Blue Belt Initiative.”

Initiative Ceinture Bleue 2023

RECOMMANDATIONS

- ✔ Encourageons la mise en place de mécanismes de promotion de l'innovation et de conception de projets durables dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, dans le but de préserver et conserver les écosystèmes marins ;
- ✔ Soulignons que les océans et les activités économiques et sociales qui leur sont liées jouent un rôle stratégique dans l'économie bleue des pays africains et leur développement durable ;
- ✔ Constatons que les écosystèmes marins sont menacés par l'augmentation significative de l'impact cumulé, en particulier en raison des changements climatiques, mais aussi de la pêche INN et de la pollution ;
- ✔ Rappelons les conclusions alarmantes de la conférence biennale de l'ONU sur les océans (Lisbonne 2022) ;
- ✔ Appelons la communauté internationale à accélérer la réalisation de l'ODD 14, pour un océan productif, soutenant un approvisionnement alimentaire durable et l'économie bleue ;
- ✔ Rappelons l'impérieuse nécessité d'encourager la recherche scientifique, l'expertise, l'innovation, les systèmes d'observation des océans, pour soutenir tous les secteurs de l'économie sur la base de la science ;
- ✔ Affirmons que la structuration de l'action stratégique de la Blue Belt Initiative devra se baser sur les trois piliers suivants : développer et maintenir à long terme des observations côtières et océaniques de haute qualité ; intégrer l'ensemble des acteurs halieutiques dans le processus de durabilité pour aboutir à une résilience climatique et économique ; promouvoir et soutenir des pratiques aquacoles durables, afin de contribuer à l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

Blue Belt Initiative 2023

RECOMMENDATIONS

- ✔ Encourage the establishment of mechanisms for the promotion of innovation and the design of sustainable projects in the field of fisheries and aquaculture, with the aim of preserving and conserving marine ecosystems;
- ✔ Emphasise that the oceans and the economic and social activities linked to them play a strategic role in the blue economy of African countries and their sustainable development;
- ✔ Note that marine ecosystems are threatened by the significant increase in cumulative impact, particularly due to climate change, but also due to IUU fishing and pollution;
- ✔ Recall the alarming conclusions of the biennial UN Conference on the Oceans (Lisbon 2022);
- ✔ Call on the international community to accelerate the achievement of SDG 14, for a productive ocean, supporting a sustainable food supply and the blue economy;
- ✔ Recall the urgent need to encourage scientific research, expertise, innovation and ocean observation systems to support all sectors of the economy on the basis of science;
- ✔ Affirm that the structuring of the Blue Belt Initiative's strategic action should be based on the following three pillars: developing and maintaining high quality coastal and ocean observations in the long term; integrating all fisheries stakeholders in the sustainability process to achieve climate and economic resilience; promoting and supporting sustainable aquaculture practices to contribute to climate change adaptation and mitigation.



Rencontre des Experts de la COMHAFAT Perspectives audacieuses

Réunis en février 2023 à Agadir au sud du Maroc, les Experts membres du bureau de la COMHAFAT et des organismes partenaires ont pris des résolutions fortes qui seront soumises à la 11ème Conférence des Ministres.

Il y a espoir de consolider la dynamique observée depuis quelques années au sein de la Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les États africains riverains de l'océan Atlantique (COMHAFAT).

La première activité passée en revue concerne le "Programme régional des observateurs embarqués", pour surveiller les mers et lutter contre la pêche INN. Projet initié en 2018, dont l'étude est déjà livrée ; mais, sa mise en œuvre est tributaire d'un instrument juridique régional, opposable à tous les États signataires. Les experts suggèrent aux ministres de « privilégier la dimension scientifique sur l'aspect surveillance, pour ménager la susceptibilité des États sur leur souveraineté ».

Tous ces projets futuristes ont besoin d'un Secrétariat Exécutif aux moyens renforcés.

COMHAFAT : pas encore Organisation Régionale de Pêche

La 10ème Conférence des Ministres en 2018 avait instruit une étude en vue d'une mutation de la Comhafat vers un statut d'"organisation régionale de gestion de la pêche" (Orgp). Un cabinet international a été contracté à cette fin, et ses conclusions constatent « l'impossibilité de transformer la Comhafat en Orgp sans modifier sa mission et ses fondements ». Il est toutefois possible de créer une Orgp dans la région Comhafat, qui serait compétente dans les Zones économiques exclusives (ZEE) des États membres. Il sera proposé à la Conférence des Ministres d'adopter une "Déclaration politique commune" pour étudier la création d'une nouvelle Orgp, en désignant la COMHAFAT pour piloter le projet.

Dans le champ des partenariats, un Memorandum d'entente (MoU) a été signé en octobre 2022 avec la Commission baleinière internationale (CBI), avec pour axe principal le renforcement de la participation des experts africains aux comités scientifiques. Le second MoU est conclu avec l'Organisation Maritime Internationale (OMI), pour la gestion durable des ressources marines et la lutte contre la pêche INN.

L'approbation de ces initiatives par le Conseil des Ministres devrait booster l'évaluation des stocks halieutiques dans la région Comhafat, dont l'étude est très avancée. Le Royaume du Maroc a d'ailleurs mis à disposition un navire de haute technologie, pour un usage mutualisé de plusieurs pays africains.

Cotisations : quatre pays à jour sur vingt-deux

Tous ces projets audacieux et ambitieux ne peuvent prospérer durablement que sous l'impulsion d'un Secrétariat Exécutif aux moyens renforcés. L'essentiel du fonctionnement est encore assuré par le Maroc, et par les États membres, dont quatre seulement sur vingt-deux sont à jour de leurs contributions au Fonds régional de gestion des pêches (10.000 dollars par an).

Au regard de la hausse des coûts divers, et de la mise à jour de la situation fiscale de la Comhafat en 2022, il est proposé de porter de 16 à 25 % le prélèvement du Fonds pour le fonctionnement du Secrétariat.

Rendez-vous à Conakry !

C'est dire s'il y aura du pain sur la planche au prochain Conseil des Ministres de la Comhafat. Statutairement, cette instance se réunit tous les deux ans. Mais, elle ne s'est pas tenue depuis 2018, en raison d'une part de la pandémie du Covid et, d'autre part de la difficulté à harmoniser les agendas pour avoir présents le maximum de Ministres.

Séance tenante à Agadir, un message de Mme le Ministre de la Pêche et de l'Économie Maritime de la République de Guinée a été lu par son représentant, le Directeur des Pêches. Depuis que la mission lui a été confiée en 2018, la Guinée est désormais à même d'accueillir la Conférence des Ministres de la COMHAFAT : ce sera cette année 2023 à Conakry. Précision : cet engagement a été pris en Conseil des Ministres présidé par le Chef de l'État en personne. Sous les applaudissements de cette annonce, les experts du Bureau de la Comhafat se sont sentis galvanisés et confiants en l'avenir de cette institution.

M. Abdelouahed Benabbou, Secrétaire Exécutif de la COMHAFAT :

« Demeurer une structure de référence pour la voix de l'Afrique »

« La tenue de cette session des experts et partenaires est pour nous à la fois un soulagement et une satisfaction. Après un ralentissement d'activités due à la pandémie planétaire du Covid-19, nous avons repris en force l'année dernière. Il est heureux d'enregistrer les impressions positives des experts ; leurs amendements permettront d'améliorer et consolider les dossiers à soumettre à la sanction du Conseil des Ministres, sous la houlette duquel nous comptons poursuivre les efforts visant à consolider la COMHAFAT comme une structure de référence pour porter haut la voix de l'Afrique dans les cercles internationaux où se traitent les questions de pêche. De même, la palette de nos partenaires est appelée à s'élargir, ce qui augure d'une synergie internationale plus accrue pour la gestion durable des ressources halieutiques. »



ATLAFCO Experts Board Bold prospects

Meeting in February 2023 in Agadir in southern Morocco, the Experts members of the ATLAFCO office and partner organizations took strong resolutions which will be submitted to the 11th Conference of Ministers.

There is hope to consolidate the dynamics observed over the last few years within the Ministerial Conference on Fisheries Cooperation among African States bordering the Atlantic Ocean (ATLAFCO).

The first activity reviewed concerns the "Regional programme of on-board observers"; to monitor the seas and combat IUU fishing. This project was initiated in 2018 and the study has already been delivered. However, its implementation depends on a regional legal instrument that is binding on all signatory States. The experts suggest that the ministers "prioritise the scientific dimension over the surveillance aspect, in order to spare the susceptibility of States to their sovereignty".

All these futuristic projects need an Executive Secretariat with reinforced means.

ATLAFCO: not yet a Regional Fisheries Organisation

The 10th Conference of Ministers in 2018 had instructed a study with a view to transforming ATLAFCO into a "regional fisheries organisation" (RFO). An international consultancy was contracted for this purpose, and its conclusions state that «it is impossible to transform ATLAFCO into an RFO without changing its mission and its foundations». However, it is possible to create a fisheries organization in the ATLAFCO region, which would be competent in the Exclusive Economic Zones (EEZ) of the Member States. The Conference of Ministers will be requested to adopt a «Joint Political Declaration» to study the creation of a new fisheries organization, while designating ATLAFCO to lead the project.

With regard to partnerships, a Memorandum of Understanding (MoU) was signed in October 2022 with the International Whaling Commission (IWC), with the main focus on strengthening the participation of African experts in scientific committees. The second MoU is with the International Maritime Organisation (IMO), for the sustainable management of marine resources and the fight against IUU fishing. The approval of these initiatives by the Council of Ministers should boost the assessment of fish stocks in the ATLAFCO region, the study of which is well advanced. The Kingdom of Morocco has also made a high-tech vessel available for shared use by several African countries.

Contributions: four out of twenty-two countries up to date

All these bold and ambitious projects can only prosper in the long term under the impetus of an Executive Secretariat with more means. Most of the work is still done by Morocco, and by the member States, only four out of 22 of which are up to date with their contributions to the Regional Fisheries Management Fund (\$10,000 per year).

In view of the increase in various costs, and the updating of ATLAFCO's fiscal situation in 2022, it is proposed that the levy on the Fund for the running of the Secretariat be increased from 16 to 25%.

See you in Conakry!

This means that there will be a lot of work to do at the next Council of Ministers of ATLAFCO. By law, this body meets every two years. But it has not met since 2018, due on the one hand to the Covid pandemic and, on the other hand, to the difficulty of harmonising agendas in order to have the maximum number of Ministers present.

In Agadir, a message from the Minister of Fisheries and Maritime Economy of the Republic of Guinea was read out by her representative, the Director of Fisheries. Since the mission was entrusted to her in 2018, Guinea is now in a position to host the ATLAFCO Conference of Ministers: it will this year 2023 in Conakry. Note: this commitment was made in the Council of Ministers chaired by the Head of State in person. The experts of the ATLAFCO Bureau felt galvanised and confident about the future of this institution following this announcement.

M. Abdelouahed Benabbou,

Executive Secretary of ATLAFCO:

«Remaining a reference structure for the voice of Africa»

"The holding of this session of experts and partners is for us both a relief and a satisfaction. After a slowdown in activities due to the global Covid-19 pandemic, we resumed in force last year. We are pleased to record the positive feedback of the experts; their amendments will allow us to improve and consolidate the files to be submitted to the Council of Ministers, under whose leadership we intend to continue our efforts to consolidate ATLAFCO as a reference structure to carry Africa's voice high in the international circles where fisheries issues are discussed. Similarly, the range of our partners is set to expand, which augurs a greater international synergy for the sustainable management of fisheries resources."

Réseau Africain des Femmes de la Pêche (RAFEP) Une main nouvelle aux commandes

Au terme d'un atelier sur l'entrepreneuriat le 03 février 2023 à Agadir, le RAFEP a élu comme Présidente Mme Victoire Gomez Aliou, du Bénin.

« L'appui à l'entrepreneuriat féminin à travers l'amélioration de la valorisation et de la commercialisation des produits de la pêche artisanale » : thème qui a conduit les exposés et débats de l'atelier organisé par la COMHAFAT au profit des dames du Rafep.

Elles ont ainsi pu se familiariser aux pistes d'autonomisation, les facilités d'accès aux marchés, les astuces pour l'obtention des financements, les opportunités de formation. Leur place essentielle n'est plus à démontrer. D'ailleurs, dans le cadre de la célébration en 2022 de l'Année Internationale de la Pêche et de l'Aquaculture Artisanales (AIPAA), l'un des thèmes forts était intitulé : « les femmes et la nouvelle vague », afin de

reconnaître, célébrer et consolider leur rôle fondamental dans la chaîne de valeur de la pêche et de l'aquaculture artisanales. Il leur revient de s'organiser et de s'investir pleinement pour exploiter les opportunités nouvelles de commercialisation des produits de la pêche, en s'ouvrant aux marchés régionaux et surtout aux nouveaux gros clients demandeurs que sont les États-Unis, le Japon, l'Union européenne. Pour cela, elles ont besoin de formation, afin de respecter des normes techniques et sanitaires strictes, maximiser le potentiel des TIC, et faire de grands rendements avec peu de matières premières.

Visiblement satisfaites et revigorées par les échanges, les dames du RAFEP ont tenu dans la foulée une assemblée générale, qui a débouché sur l'élection d'une nouvelle équipe, conduite par Mme Victoire Gomez, épouse Aliou. La présidente sortante fait partie du nouveau Bureau : sacrées Dames !



Nouveau Bureau du RAFEP

Présidente : Victoire Ayaba Gomez Aliou (Bénin)

1ère Vice-présidente : Messaouda Rachid (Maroc)

2ème Vice-présidente : Christiane Beyene Ateba Baliaba (Cameroun)

3ème Vice-présidente : Christiane Amy Dago (Côte d'Ivoire)

Secrétaire générale : Diaba Diop (Sénégal)

Trésorière : Aïche Bezeide (Mauritanie)

Secrétariat exécutif : COMHAFAT



Victoire Gomez Aliou, Présidente du Rafep : « Multiplier les opportunités »

« Je remercie de tout cœur mes collègues et sœurs, pour la confiance portée sur ma modeste personne, afin de continuer la tâche immense qui nous attend. Nous devons travailler ensemble, pour consolider les acquis des années précédentes, et multiplier les opportunités au profit de nos membres et de nos pays. L'appui de la Comhafat nous sera toujours précieux, nous sommes très reconnaissantes pour leurs efforts constants de soutien à notre association. »



Recommandations

1. Créer une cellule genre opérationnelle au niveau des Ministères en charge des pêches.
2. Moderniser les sites de transformation artisanale.
3. Renforcer les capacités techniques, financières, organisationnelles et entrepreneuriales des femmes de la pêche.
4. Mettre en place un système de financement adapté
5. Améliorer les connaissances (études) sur la contribution économique, sociale et politique des femmes de la pêche
6. Faire des études sur la représentativité des femmes dans les organisations professionnelles dans la région
7. Renforcer la représentativité des femmes dans les instances de prise de décision.
8. Faciliter l'accès des femmes à la Matière première en réglementant les activités des usines de farine et d'huile de poisson et des unités de congélation de Petits pélagiques entiers

African Women in Fisheries Network (AWFN) A new hand at the helm

At the end of a workshop on entrepreneurship on 03 February 2023 in Agadir, the AFWN elected as President Mrs. Victoire Gomez Aliou, from Benin.

“Supporting women’s entrepreneurship through the improvement of the valorisation and commercialisation of artisanal fisheries products”, this was the theme of the workshop organised by ATLAFCO for the women of AFWN.

They were thus able to familiarise with the ways to empower themselves, the facilities for accessing markets, the tricks for obtaining financing, and the training opportunities. Their essential role is no longer in doubt. Moreover, as part of the celebration of the International Year of Artisanal Fisheries and Aquaculture (IYAFa) in 2022, one of the strong themes was

entitled: «women and the new wave», in order to recognise, celebrate and consolidate their fundamental role in the value chain of artisanal fisheries and aquaculture.

It is up to them to organise themselves and invest fully in order to exploit the new opportunities for marketing fishery products, by opening up to regional markets and above all to the new large clients including the United States, Japan and the European Union. To do this, they need training to comply with strict technical and sanitary standards, to maximise the potential of ICTs, and to achieve high yields with few raw materials.

Visibly satisfied and invigorated by the exchanges, the RAFEP women held a general assembly, which resulted in the election of a new team, led by Mrs. Victoire Gomez. The outgoing president is part of the new Board: great ladies!



Victoire Gomez Aliou, new President of AFWN: «Multiplying opportunities»

“I thank my colleagues and sisters wholeheartedly for the confidence they have placed in me to continue the immense task that awaits us. We must work together to consolidate the achievements of the previous years and multiply the opportunities for the benefit of our members and our countries. The help of ATLAFCO will always be precious to us, we are very grateful for their constant efforts to support our association.”



Atelier pour journalistes et communicateurs

« Présentation des résultats des grandes rencontres internationales sur les ressources halieutiques en 2022, et validation du Plan de communication pour leur vulgarisation ».

Sur initiative conjointe de la Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les États africains riverains de l'océan Atlantique (COMHAFAT) et de l'Observatoire des Médias pour une Pêche Durable en Afrique (OMPDA), environ vingt-cinq journalistes et communicateurs du continent se retrouveront pour un brainstorming et des visites de terrain, du 07 au 09 juin 2023 à Rabat, au Maroc.

N'ayant pu avoir l'occasion de participer ou de couvrir les nombreuses rencontres sur la pêche qui se sont tenues en Afrique et dans le monde en 2022 à la faveur de la reprise des activités post-Covid, ils seront édifiés par des experts sur les contours des négociations, les principales résolutions ou recommandations, et les résultats obtenus par l'Afrique. Le rôle de la COMHAFAT sera explicité, notamment ses efforts pour une participation massive des délégués et experts africains, et pour l'harmonisation des positions du continent à ces assises (le concept "Voix unie de l'Afrique").

Tenir compte des facteurs socioéconomiques et culturels dans la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité

Rencontres multiples et décisives

Pour leur part, les participants discuteront d'un "plan de communication" pour vulgariser ces résultats, et leur donner une visibilité durable et féconde. En effet, après deux années de paralysie imposée par la pandémie du Covid-19, les activités sur la scène internationale ont repris timidement en 2021, y compris dans le secteur halieutique, suite à l'atténuation des mesures drastiques adoptées au plan planétaires pour combattre ce fléau. Cette reprise s'est fortement accélérée en 2022, avec la multiplication en Afrique et dans le monde de rencontres relatives à la gestion des ressources halieutiques. D'ailleurs, par une résolution de l'assemblée générale de l'ONU, l'Année Internationale de la Pêche et de l'Aquaculture Artisanales (AIPAA) a été célébrée en 2022, sous la coordination de la FAO.

Les résultats, recommandations et résolutions issus de ces grands-rendez-vous sont susceptibles de modifier significativement les pratiques dans la gestion durable des ressources marines en Afrique et dans le monde.

D'où, d'une part, la nécessité de leur appropriation par les professionnels des médias et de la communication du continent, dont un bon nombre sont réunis au sein de l'OMPDA ; et, d'autre part, l'intérêt pour la COMHAFAT de faire connaître et valoriser le rôle qu'elle a joué dans ces événements internationaux.

Il faut noter que la COMHAFAT et l'OMPDA ont signé un Accord de Partenariat triennal, en octobre 2018, à Rabat. Après une évaluation satisfaisante, cet Accord a été renouvelé en octobre 2021, pour une autre période de trois ans.



Workshop for journalists and communicators

"Presentation of the results of the major international meetings on fisheries resources in 2022, and validation of the communication plan for their dissemination".

On the joint initiative of the Ministerial Conference on Fisheries Cooperation among African States bordering the Atlantic Ocean (ATLAFCO) and the Media Observatory for Sustainable Fishing in Africa (MOSFA), some twenty-five journalists and communicators from the continent will meet for a brainstorming session and field visits, from 7 to 9 June 2023 in Rabat, Morocco.

Owing to the fact that they did not have the opportunity to participate in or cover the various meetings on fisheries held in Africa and around the world in 2022 as a result of the resumption of post-Covid activities, they will be briefed by experts on the contours of the negotiations, the main resolutions or recommendations, and the results obtained by Africa. The role of ATLAFCO will be explained, in particular its efforts for a massive participation of African delegates and experts, and for the harmonisation of the continent's positions at these meetings (the concept of the «United Voice of Africa»).

Take into account socio-economic and cultural factors in the conservation and sustainable use of biodiversity

Multiple and decisive meetings

For their part, the participants will discuss a «communication plan» to popularise these results and give them a lasting and fruitful visibility. Indeed, after two years of paralysis imposed by the Covid-19 pandemic, activities on the international scene resumed timidly in 2021, including in the fisheries sector, following the mitigation of drastic measures adopted at the global level to combat this scourge. This resumption accelerated sharply in 2022, with the multiplication of meetings in Africa and around the world on the management of fisheries resources. Moreover, by a resolution of the UN General Assembly, the International Year of Artisanal Fisheries and Aquaculture (IYAFA) was celebrated in 2022, under the coordination of the FAO.

The results, recommendations and resolutions resulting from these major meetings are likely to significantly modify practices in the sustainable management of marine resources in Africa and the world.

Hence, on the one hand, the need for their appropriation by the continent's media and communication professionals, a good number of whom are gathered within MOSFA; and, on the other hand, the interest for ATLAFCO to make known and enhance the role it has played in these international events.

It should be noted that ATLAFCO and MOSFA signed a three-year Partnership Agreement in October 2018 in Rabat. After a satisfactory evaluation, this Agreement was renewed in October 2021, for another three-year period.



Symposium

La pêche dans le cadre de la biodiversité post-2020

La rencontre, organisée par la COMHAFAT du 09 au 10 Mai 2023 à Rabat, a pour but d'assurer la visibilité du secteur de la pêche dans les négociations internationales sur la protection de l'environnement marin.

Une dizaine d'orateurs de haut niveau entretiendront les participants sur la nécessité de concilier les intérêts de l'environnement et ceux du secteur de la pêche, afin d'assurer, dans le Cadre Mondial pour la Biodiversité post-2020, la conservation et l'utilisation durable des espèces marines et les intérêts actuels et futurs des communautés qui en dépendent.

Les participants seront des représentants des autorités de la pêche des États membres de la Comhafat, ainsi que des acteurs d'autres pays connaissant la même problématique, et des professionnels du secteur de la pêche.

La pêche : entre protection et survie

Ce symposium tire sa pertinence du contexte de la gouvernance internationale, où les régimes en interaction pour l'utilisation durable des ressources halieutiques posent problème. D'une part, les régimes environnementaux, avec des

Donner une visibilité durable et féconde aux résultats des négociations sur la pêche.

mesures contraignantes de protection de la biodiversité ; d'autre part, les agences de pêche et les autorités nationales qui tiennent à préserver leurs intérêts propres. Le secteur de la pêche est malheureusement peu représenté dans ces forums, ce qui rend ses "intérêts" peu visibles. Cette situation a conduit à un déséquilibre entre l'équité sociale (concernant les aires marines protégées) et les besoins des pêcheurs locaux ; il est impérieux de tenir compte des facteurs socio-économiques et culturels dans la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité.

Les assises de Rabat ne vont pas occulter les problèmes de conservation des ressources ou de protection de l'environnement, mais conduire des réflexions pour associer fortement le secteur de la pêche dans les négociations internationales traitant de ces sujets. Au niveau des États, il faudra proposer des stratégies pour une grande implication des instances en charge de la pêche dans les processus décisionnels en matière de conservation des ressources naturelles et de protection environnementale ; c'est dans cet esprit que sont invités autant les autorités responsables de la pêche que celles qui s'occupent de l'environnement.

Symposium

Fisheries in the framework of post-2020 biodiversity

The meeting, organised by ATLAFCO from 09 to 10 May 2023 in Rabat, aims to ensure the visibility of the fisheries sector in international negotiations on the protection of the marine environment.

A dozen high-level speakers will address the need to reconcile the interests of the environment and those of the fisheries sector, in order to ensure, in the post-2020 Global Biodiversity Framework, the conservation and sustainable use of marine species and the current and future interests of the communities that depend on them. Participants will include representatives of fisheries authorities from ATLAFCO Member States, as well as stakeholders from other countries facing the same issues, and professionals from the fisheries sector.

Giving lasting and fruitful visibility to the results of the fisheries negotiations

Fisheries: between protection and survival

The relevance of this symposium lies in the context of international governance, where the interacting regimes for the sustainable use of fisheries resources are problematic. On the one hand, environmental regimes, with binding measures to protect biodiversity; on the other hand, fisheries agencies and national authorities that want to preserve their own interests. Unfortunately, the fisheries sector is poorly represented in these fora, which makes its «interests» less visible. This situation has led to an imbalance between social equity (regarding marine protected areas) and the needs of local fishermen; it is imperative to take into account socio-economic and cultural factors in the conservation and sustainable use of biodiversity.

The Rabat meeting will not hide the problems of resource conservation or environmental protection, but will lead to reflections on how to strongly involve the fisheries sector in the international negotiations on these issues. At State level, strategies must be proposed for a greater involvement of the authorities in charge of fisheries in the decision-making processes concerning the conservation of natural resources and environmental protection; it is in this spirit that both the authorities responsible for fisheries and those responsible for the environment are invited.